

SANTIAGO (CHILI)

AB-2097
19 mars 2001
Original : anglais
français

DISCOURS DU GOUVERNEUR SUPPLÉANT TEMPORAIRE POUR LE CANADA
À LA DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Maria Minna

1. Depuis maintenant près de trois décennies, le Canada est un grand partisan de la Banque interaméricaine de développement, la principale institution de développement de notre hémisphère. En juin dernier, le Canada a été l'hôte de l'Assemblée générale de l'OEA à Windsor. Dans deux semaines, les ministres des Finances des Amériques se réuniront à Toronto, afin de discuter des questions économiques de l'heure. Et le mois prochain, nous accueillerons à Québec les chefs d'État de l'hémisphère lors du Troisième Sommet des Amériques.
2. Le Canada fait donc partie intégrante de ce qui se passe dans notre région, dans notre partie du monde, aussi bien sur le plan économique que politique et social.
3. Dans les Amériques, comme partout au monde, nous adhérons à un consensus de plus en plus étendu, portant sur les politiques, les priorités et les valeurs que nous faisons nôtres. Aujourd'hui, nous convenons tous que notre objectif véritable doit demeurer rien de moins que la réduction de la pauvreté, que nous nous engageons à atteindre en mettant l'accent sur les objectifs de développement international à la base de notre consensus. En mettant ainsi l'accent sur la réduction de la pauvreté, nous demeurons à l'écoute des besoins réels des gens et, comme l'a mentionné le mois dernier le Premier ministre Chrétien devant le Conseil de l'OEA, « Nous devons adopter une démarche centrée sur le mieux-être de la personne ».
4. Cette démarche en vue du XXI^e siècle est diversifiée, mais elle est de mieux en mieux établie. C'est une démarche intégrée, unifiée dans cet accent primordial sur la personne. Elle repose sur des marchés libres et des sociétés libres, le progrès social, la démocratie et le respect des droits humains, la sécurité de la personne et l'inclusion de tous et toutes.

5. Quand nous parlons de progrès, nous pensons en termes de croissance à la grandeur des Amériques. Même si c'est dans notre hémisphère que l'on constate le plus grand écart entre les riches et les pauvres, nous espérons ardemment voir les pays de l'hémisphère se tourner vers les avantages de la libéralisation économique, pour créer en toute confiance la Zone de libre-échange des Amériques. L'efficacité des marchés engendre la prospérité, mais n'oublions pas que cette prospérité doit être partagée, qu'elle doit être équitable.

6. Pour garantir des relations sociales saines, il faut que les ressources soient mieux distribuées, que l'accès à l'emploi soit assuré, et la richesse mieux partagée.

7. Si les pays peuvent tirer parti de la mondialisation — une réalité incontournable de notre siècle — ils pourront prendre les moyens d'échapper à la pauvreté et d'en sortir leurs citoyens.

8. Nos investissements doivent être équilibrés dans leur appui aux priorités économiques et aux priorités sociales, car c'est une population instruite et en santé, ce sont des gouvernements efficaces et respectueux des droits de la personne, qui seront capables de tirer parti de la mondialisation.

9. Ces objectifs sont du nombre de ceux que nous poursuivrons lors du Sommet des Amériques en avril.

10. En sa qualité de plus importante institution de développement de l'hémisphère, la BID dispose de nombreux moyens pour soutenir le processus du Sommet et son plan d'action. Nous encourageons la BID à examiner attentivement les projets du Sommet et les éléments du plan d'action qui correspondent aux priorités de la Banque.

11. La BID doit aussi appuyer le consensus mondial en matière de développement en s'efforçant davantage de laisser aux pays en développement le rôle d'orchestrateur des efforts de coopération, afin qu'ils puissent s'approprier véritablement les projets qui en découlent et donc y investir de nouvelles énergies. Elle doit travailler plus étroitement avec les autres intervenants afin d'appuyer les stratégies de réduction de la pauvreté des pays visés.

12. Pour ce faire, la Banque devra sans cesse se recentrer sur les besoins des démunis. Pour devenir de plus en plus un agent de changement au sein des Amériques, elle doit susciter la croissance économique dans tous les pays les plus pauvres de l'hémisphère, pour y soutenir le progrès social.

13. Il est grand temps de revoir le plafond de 15 % alloué aux prêts en faveur de réformes, pour que ce plafond corresponde à la réalité. Cependant, toute hausse devra être assortie de certaines mesures, telles que l'adoption de prêts de meilleure qualité, un choix d'interventions plus ciblé de la part de la Banque et une meilleure fonction de contrôle. Pour qu'une hausse de ces prêts soit justifiée, il faut que la Banque puisse exercer une influence plus nette sur les politiques visées et que son impact soit plus marqué, tout

particulièrement en ce qui touche les programmes sectoriels. En outre, les prêts aux modalités souples doivent se traduire par des avantages concrets pour les pauvres.

14. De même, nous voulons voir la Banque poursuivre à un rythme accéléré les diverses réformes que nous avons intégrées l'an dernier à la stratégie de la Banque.

15. Nous voulons aussi nous assurer que l'accroissement des prêts au secteur privé suscite réellement la croissance, et la réduction de la pauvreté. Ce genre de prêt est valable pour autant qu'il attire de nouvelles ressources privées, mais pas s'il déplace seulement le financement privé ou s'il n'appuie pas les objectifs de réduction de la pauvreté d'un pays. Les prêts de la BID au secteur privé peuvent, et je dirais même devraient, jouer un rôle fondamental dans l'accroissement du taux d'emploi, des débouchés économiques et des services offerts aux pauvres.

16. Il est essentiel d'associer aux activités de la Banque les mesures garantissant l'équité et l'inclusion. C'est pourquoi le Canada soutient la candidature des pays de l'Organisation des États des Caraïbes orientales, parce que la petite taille d'un pays ne devrait pas constituer un obstacle à son adhésion. C'est aussi pourquoi, quand nous avons renouvelé le Fonds spécial du Canada, nous y avons intégré un volet précis visant à susciter la participation des peuples autochtones à la coopération au développement.

17. Oui, la croissance économique est essentielle, et nous ne devons pas ménager nos efforts à cet égard. Mais les avantages de la croissance doivent se faire sentir dans toutes les couches de nos sociétés ; ils doivent aider la population des Amériques à venir à bout de la pauvreté et à atteindre son plein potentiel humain. Cette vision inclut tous les citoyens et les citoyennes des Amériques, tout particulièrement les pauvres, les faibles, les minorités, les femmes, les populations indigènes et les personnes handicapées. N'oublions pas, quand nous élaborons des politiques, quand nous prenons des décisions, que toutes ces personnes sont la force motrice de notre croissance économique, en plus d'être les titulaires de ses dividendes. La BID est investie ici d'un rôle particulier, celui d'exprimer leurs besoins et leurs aspirations. C'est pourquoi, comme le mentionnait le Premier ministre Chrétien, « le plan d'action du Sommet va au-delà des relations économiques entre les gouvernements pour parler de l'égalité des chances, de la responsabilité sociale et de l'équité ».